



PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Arrêté

**Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02418P0071
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de région,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral portant déclaration d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux et les périmètres de protection des forages F1, F2 et F3 de la ZAC « ISOPARC » sur la commune de Sorigny et autorisant l'utilisation de l'eau prélevée dans cet ouvrage en vue de la consommation humaine par la commune de Sorigny ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02418P0071 relative à la création d'un centre routier sur la ZAC ISOPARC à Sorigny (37) le 11 avril 2018 ;
- Vu la décision tacite, née le 16 mai 2018, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 20 avril 2018 ;
- Considérant d'après le dossier que le projet, d'une emprise d'environ 5,2 hectares, consiste en la création d'un centre routier sur une sortie de l'autoroute A10 de Sorigny dans la zone d'activité ISOPARC, par la réalisation d'un bâtiment de restauration et de sanitaires, d'un parking attenant d'environ 100 places, d'une station de carburant, d'une station de gaz et, pour les poids lourds, d'une station de lavage et d'un parking d'environ 150 places ;
- Considérant que pour cela, le dossier indique que le projet vise à :
 - décaper le sol ;
 - réaliser un terrassement pour le parking et des fondations pour le bâtiment ;
 - créer des aménagements pour la gestion des eaux pluviales (bassin n°1 commun au site d'une surface d'environ 930 m² et bassin n°2 de décantation propre au projet dit « espaces verts creux », d'une surface d'environ 1765 m²) et des buses de fossé sur environ 100 mètres ;

- maintenir 2 hectares pour l'aménagement d'espaces verts ;
- Considérant que le projet relève de la rubrique 41° du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que le dossier ne précise pas suffisamment les caractéristiques des activités susceptibles d'être accueillies et leurs éventuels cumuls d'impacts dans la zone du projet et dans un périmètre proche ;
- Considérant que le projet est inclus pour partie dans le périmètre de protection rapprochée et dans le périmètre de protection éloignée pour le reste de sa superficie des captages d'alimentation en eau potable F1, F2 et F3 de la ZAC ISOPARC sur la commune de Sorigny ;
- Considérant le cumul d'activités potentiellement polluantes susceptibles d'être accueillies sur le site (stationnement de véhicules légers et de poids lourds, dont transport de matières dangereuses et/ou polluantes, station de distribution de carburants, station de lavage de poids lourds notamment) ;
- Considérant que le dossier ne démontre pas que les mesures prévues permettent de prévenir et de limiter de façon efficace les impacts potentiels sur la ressource en eau ;
- Considérant également que le dossier ne permet pas de s'assurer d'une bonne prise en compte du respect des prescriptions applicables dans les périmètres susmentionnés ;
- Considérant ainsi que le projet est susceptible d'avoir un impact notable sur l'environnement ou la santé humaine ;

Arrête

Article 1^{er}

La décision tacite, née le 16 mai 2018, soumettant à évaluation environnementale la création d'un centre routier sur la ZAC ISOPARC à Sorigny (37) est modifiée en tant qu'elle est remplacée par la présente décision.

Article 2

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, la création d'un centre routier sur la ZAC ISOPARC à Sorigny (37) doit faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Cette opération étant un élément constitutif du développement économique de la ZAC ISOPARC, son évaluation environnementale devra intégrer l'opération et les aménagements nécessaires à cette opération.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 3

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le 06 JUIN 2010



Jean-Marc FALCONE

Voies et délais de recours

- décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire

Grande Arche

Tour Pascal A et B

92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS Cedex 1

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

- décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :

Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnées.